



Entente des Sociétés de Beckerich,
Réidener Wanterlaf et ACD
Monsieur Michel Rausch
28, Arelerstrooss
L-8523 Beckerich

N/Réf. : 2025-000057

Le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

Vu la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après « loi modifiée du 18 juillet 2018 » et ses règlements d'exécution modifiés du 1^{er} août 2018 ;

Vu la loi du 23 août 2023 sur les forêts, ci-après « loi du 23 août 2023 » ;

Considérant la demande et les annexes du 3 janvier 2025 versées par l'entente des sociétés de Beckerich, Réidener Wanterlaf et ACD aux fins d'obtenir l'autorisation pour un semi-marathon en date du 1^{er} mai 2025 sur les territoires des communes de Beckerich et de Habscht ;

Considérant l'article 15 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 au terme duquel une autorisation du ministre est nécessaire pour des manifestations dans la mesure où elles se déroulent en forêt, dans les zones Natura 2000, dans des habitats d'intérêt communautaire ou dans des habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable et sur les cours d'eau,

Arrête :

Conditions

- Article 1.-** La manifestation se déroule sur les territoires des communes de Beckerich et de Habscht, conformément aux règles de bonne conduite signées de votre part.
- Article 2.-** La manifestation se déroule sur des chemins et sentier existants (balisés) et suit le tracé/site repris sur la carte topographique.
- Article 3.-** Aucun biotope protégé ou habitat visé par l'article 17 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 et de son règlement d'exécution modifié du 1^{er} août 2018 n'est réduit, détruit ou détérioré aussi bien dans la partie aérienne que souterraine.

- Article 4.-** L'emploi d'engins automoteurs en forêt reste interdit, même pour le balisage du tracé.
- Article 5.-** L'organisateur est responsable de tous les dégâts causés sur le tracé.
- Article 6.-** En cas de contrôle, l'organisateur doit présenter la présente autorisation, respectivement une copie.
- Article 7.-** Le présent accord ne vaut que pour la manifestation du 1^{er} mai 2025 et ne crée aucun droit à faire valoir ultérieurement.
- Article 8.-** Les préposés de la nature et des forêts (Triage de Beckerich, tél : 621 202 184, Triage de Hobscheid, tél : 621 202 101) sont avertis avant la manifestation et toutes les instructions que les préposés de la nature et des forêts se voient obligés de donner afin que la protection de l'environnement naturel soit assurée sont poursuivies.

Informations

Il incombe à l'organisateur de la manifestation de s'assurer de la praticabilité et de la sécurité du tracé emprunté, notamment eu égard à la pratique de la chasse.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations éventuellement requises.

Recours

Contre la présente décision, un recours peut être introduit auprès du Tribunal administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la Cour dans un délai de trois mois à partir de la notification de la présente décision.

Dans le délai précité, un recours gracieux peut être introduit par écrit auprès du Service autorisations de l'Administration de la nature et des forêts. Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Une réclamation auprès du Médiateur— Ombudsman peut également être introduite. A noter que cette réclamation n'interrompt ni ne suspend les délais légaux des recours gracieux et contentieux. Le médiateur ne peut pas modifier la décision prise, mais peut intervenir auprès de l'autorité compétente afin d'essayer de trouver un arrangement.

Transmission

Conformément à l'article 60 (2) de la loi modifiée du 18 juillet 2018, une copie de la présente est adressée aux administrations communales territorialement compétentes.

Pour le Ministre de l'Environnement, du Climat
et de la Biodiversité



Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement